

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**Objet : suivi d'exécution de la prestation de restauration collective.**

**Procédure SG-SAD3-039-24**

## SOMMAIRE

1 - Objet du marché.....	3
2 - Caractéristiques du marché.....	3
2.1- Procédure de passation.....	3
2.2 - Allotissement.....	3
2.3- Forme du marché.....	3
2.4- Durée du marché .....	3
3- Pièces constitutives du marché .....	3
4- Clause environnementale.....	4
5- Modalités de passation des bons de commande .....	4
5.1- Prestations sur bons de commande .....	4
5.2- Délais d'exécution d'un bon de commande .....	5
6- Prix des prestations .....	5
6.1- Nature des prix .....	5
6.2- Contenu des prix.....	5
6.3- Révision des prix.....	6
6.4- Application de la taxe sur la valeur ajoutée.....	6
7- Modalités de règlement.....	7
7.1- Avance .....	7
8. Facturation .....	7
9 - Pénalités.....	7
10- Sous-traitance .....	8
10.1- Déclaration de sous-traitance au moment de l'offre .....	8
10.2- Déclaration de sous-traitance après notification du marché .....	8
10.3- Paiement des sous-traitants.....	8
11- Mesures de sécurité, de confidentialité et d'accès aux bâtiments (site sensible)..	9
12- Obligation de confidentialité du titulaire .....	11
13. Prévention des situations de conflit d'intérêt.....	13
1- Résiliation du marché.....	13
15- Assurance.....	13
16- Litiges.....	13
17- Dérogation aux documents généraux .....	14

## **1 - Objet du marché**

Dans le cadre du renouvellement de son marché de restauration, le Pôle Ministériel souhaite la mise en place d'un suivi d'exécution des prestations de restauration collective par le prestataire.

## **2 - Caractéristiques du marché**

### **2.1- Procédure de passation**

Le présent marché est passé selon une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert en application des articles R. 2124-1 et R. 2124-2 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché de services au sens de l'article L. 1111-4 du Code de la commande publique. Il se réfère au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

### **2.2 - Allotissement**

Le marché n'est pas alloti. Les prestations ne sont pas de nature à pouvoir être séparées.

### **2.3- Forme du marché**

Le marché est un accord-cadre mono-attributaire qui s'exécute par l'émission de bons de commande passés selon la survenance du besoin, conformément aux articles R. 2162-2, R. 2162-4, R.2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il est conclu avec un montant **maximum annuel** de 50 000 hors taxe (HT), soit un montant maximum de 200 000 euros hors taxe (HT).

### **2.4- Durée du marché**

Le marché est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter du 27 octobre 2025 ou, au-delà de cette date, à compter de sa notification. Il peut être reconduit trois (3) fois tacitement, sans que sa durée totale puisse excéder quarante-huit (48) mois. Chaque reconduction part de la date anniversaire du marché et le titulaire ne peut s'y opposer.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut décider de ne pas reconduire le marché. Dans ce cas, il en informe le titulaire par écrit un mois avant la date d'échéance du marché.

## **3- Pièces constitutives du marché**

Les pièces constitutives du marché – seuls faisant foi les exemplaires originaux uniques conservés dans les locaux de l'administration, CCAG/FCS excepté – sont, par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe financière intitulée « bordereau des prix » ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du titulaire.

Sauf cas d'erreur manifeste, l'ordre de priorité des pièces constitutives dont la liste déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS, prévaut en cas de contradiction dans le contenu de ces pièces.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/FCS, la notification du marché comprend uniquement une copie de l'acte d'engagement et son annexe financière.

## 4- Clause environnementale

Le titulaire devra réaliser les prestations attendues avec l'impact carbone le moins important.

**Pour la transmission de livrables dématérialisés à l'administration**, le titulaire met en place un espace de partage de document ou d'information sécurisé contribuant à respecter notamment les règles du RGPD.

Le cas échéant, s'il y a une communication papier, l'usage de papier recyclé ou écolabellisé sera utilisé par le prestataire.

**Les déplacements générés par la prestation** : lorsqu'ils sont nécessaires, les déplacements devront se faire avec le moyen de transport le moins émetteur possible en gaz à effet de serre.

## 5- Modalités de passation des bons de commande

### 5.1- Prestations sur bons de commande

#### 5.1.1- Émission des bons de commande

Chaque bon de commande est établi sur la base des prix mentionnés dans l'annexe financière de l'acte d'engagement.

Les bons de commande mentionnent :

- La date d'émission du bon de commande ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La référence (n° EJ Chorus), la date de notification et l'objet du marché ;
- L'imputation budgétaire ;
- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Le service émetteur de la commande ;
- L'adresse de facturation et le code exécutant nécessaire pour la facturation électronique : **FAC9450075** ;
- La signature de la personne habilitée ;
- Le détail de la prestation à réaliser (nature, quantité, prix...) ;
- Le délai et la date de livraison ;
- **L'adresse de livraison**
- Le montant total hors taxes ;
- Le taux et le montant de la TVA ;

- Le montant total TTC.

## **5.2- Délais d'exécution d'un bon de commande**

Chaque bon de commande précise un délai d'exécution selon les modalités définies au CCTP.

### **5.2.1- Durée d'exécution des bons de commande**

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Ils sont exécutoires, même après la fin des délais contractuels du marché, dès lors que la durée d'exécution des prestations stipulées aux bons de commande ne dépasse pas un délai de trois (3) mois calendaires à compter de la fin contractuelle du marché.

### **5.2.2- Modifications des bons de commande**

Si, en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes essentiels d'un bon de commande, l'accord des parties sur ces modifications est concrétisé par la notification d'un bon de commande rectificatif soumis aux mêmes règles administratives que le bon de commande concerné.

Si les modifications portent sur des termes mineurs, elles sont traduites par un simple échange écrit (courrier ou courriel) entre les parties.

La modification d'un bon de commande n'est assortie d'aucune indemnité.

### **5.2.3- Annulation d'un bon de commande**

La personne publique peut à tout moment annuler un bon de commande, qu'il ait ou non reçu un commencement d'exécution ou le modifier en retranchant ou en ajoutant des quantités.

L'annulation d'une commande n'est assortie d'aucune indemnité pour le manque à gagner. L'administration s'engage néanmoins à honorer le montant des prestations exécutées.

L'annulation d'un bon de commande est notifiée au titulaire soit par échanges dématérialisés ou supports électroniques, soit par tout autre moyen permettant de donner une date certaine de réception.

L'arrêt d'exécution d'un bon de commande ne vaut pas résiliation du marché.

## **6- Prix des prestations**

### **6.1- Nature des prix**

Les prix figurent dans le bordereau des prix. Les prix sont unitaires.

### **6.2- Contenu des prix**

Les prix ainsi exprimés sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations. Ils couvrent l'ensemble des frais liés à l'exécution des prestations dues par le titulaire au titre du présent contrat et notamment, le coût et les charges de main-d'œuvre, les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration le cas échéant.

Aucun frais supplémentaire n'est pris en compte.

Les prix sont indiqués hors taxes, auxquels il convient d'ajouter la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), calculée au taux en vigueur au moment de la réalisation des prestations.

### 6.3- Révision des prix

Les prix du bordereau des prix unitaires (BPU) sont définitifs et révisibles conformément aux articles R. 2112-7 et R. 2112-13 du Code de la commande publique. Ils sont révisibles annuellement selon la formule indiquée ci-après. La révision est applicable à la date anniversaire du marché.

$$P = Po (0,125 + 0,875 \times (PC/PCo))$$

dans laquelle :

P = nouveau prix

Po = prix initial à la date d'entrée en vigueur du marché (date de notification)

PC = dernier indice connu au mois à la date de révision du marché

PCo = indice connu à la date d'entrée en vigueur du marché (date de notification)

L'identifiant de l'indice retenu est le suivant : **indice SYNTEC**

Cet indice est consultable sur : <https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/#anchor-6>

En cas de disparition de l'indice, un nouvel indice est introduit par voie d'avenant.

Le titulaire calcule le montant de la révision, corrige l'annexe financière à l'acte d'engagement puis envoie ces documents, par courrier recommandé avec accusé de réception, à l'adresse suivante :

Ministères de l'Aménagement du territoire et de la Transition écologique

SG/DRH/CRHAC2

Arche Paroi Sud

92055 La Défense Cedex.

Les prix révisés s'appliquent à tous les bons de commande notifiés après la révision.

Le prix final révisé est arrêté à la 2<sup>ème</sup> décimale.

### 6.4- Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA. Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le pouvoir adjudicateur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

## **7- Modalités de règlement**

Les paiements interviennent, après constatation du service fait, dans les conditions suivantes :

### **7.1- Avance**

Le marché n'ouvre pas droit au versement d'une avance. Les conditions du versement d'une avance prévue à l'article R.2191-3 et R.2191-16 du code de la commande publique ne sont pas réunies : une avance est accordée au titulaire d'un marché public en l'absence de montant minimum pour chaque bon de commande lorsque le montant initial du marché public est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

## **8. Facturation**

### **Mentions obligatoires**

Les factures mentionnent, outre les mentions légales :

- Le numéro et la date de notification du marché
- La dénomination sociale et l'adresse du titulaire
- Les références du compte bancaire mentionné sur l'acte d'engagement
- L'identification précise de la direction, du service et du bureau
- Le numéro et la date d'émission du bon de commande
- En cas de facture dématérialisée, le code exécutant suivant : **FAC9450075**
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture
- Le détail de la prestation réalisée
- La période de la prestation réalisée
- L'adresse d'exécution de la prestation
- Le montant total hors taxes
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total toutes taxes comprises
- Le numéro et la date de la facture

**À défaut des mentions obligatoires précitées, la facture sera rejetée et le délai de la demande de paiement suspendu, après notification au titulaire ou mail avec accusé de réception et jusqu'à régularisation des mentions de la facture par le titulaire du marché.**

## **9 - Pénalités**

Le titulaire encourt les pénalités de retard prévues à l'article 14.1 du CCAG-FCS, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS.

Le titulaire ne peut se soustraire à l'application de ces pénalités qu'en fournissant à l'administration des justifications présentant un caractère de force majeure.

Toutes ces pénalités peuvent être cumulables.

Le montant des pénalités vient en déduction de la facture afférente à la période au cours de laquelle les manquements se sont produits, après notification du décompte au titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

## **10- Sous-traitance**

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations, à la condition expresse d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

### **10.1- Déclaration de sous-traitance au moment de l'offre**

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat doit, dans ladite offre, fournir, conformément à l'article R. 2193-1 du Code de la commande publique, une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le soumissionnaire remet également à l'acheteur une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné par les dispositions législatives des sections 1 et 2 du chapitre Ier du titre IV.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

### **10.2- Déclaration de sous-traitance après notification du marché**

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, le titulaire remet à l'acheteur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés à l'article R. 2193-1 du Code de la commande publique.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial de sous-traitance.

### **10.3- Paiement des sous-traitants**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 € TTC, le sous-traitant est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.



Le paiement des sous-traitants en paiement direct est effectué sur la base des pièces justificatives, revêtues de l'acceptation du titulaire du marché et transmises par celui-ci, conformément aux modalités de paiement prévues dans le contrat de sous-traitance.

Les paiements ne peuvent intervenir qu'après service fait.

Les règles de rédaction de la facturation sont identiques à celles du titulaire.

## **11- Mesures de sécurité, de confidentialité et d'accès aux bâtiments (site sensible)**

Le site ministériel du pôle Saint-Germain, est un site sensible.

Le titulaire du marché a à intervenir dans :

- des lieux abritant des informations ou supports classifiés (article 56-4 du code de procédure pénale),
- des zones protégées (article 413-7 du code pénal), régies par l'instruction générale interministérielle sur la protection du secret de la défense nationale approuvée par arrêté du Premier ministre du 19 août 2021 ainsi que par l'instruction ministérielle n°2320 relative à la protection du secret dans les contrats et les conventions du ministère de la transition écologique.

***Le marché étant qualifié de contrat sensible, la personne morale et les personnes physiques participant à l'exécution du contrat font obligatoirement l'objet d'une enquête administrative.***

En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire du contrat s'engage à assurer la protection des informations et supports classifiés où s'exerce la prestation en tenant compte des dispositions particulières éventuelles fixées par l'autorité contractante et son officier de sécurité, notamment en insérant des clauses de sécurité dans les contrats de travail établis avec les salariés amenés à exécuter les prestations.

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes suivants portant sur ses obligations résultant du risque de compromission d'informations et supports classifiés :

- le code pénal, notamment ses articles 413-9 à 414-9 ;
- l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
- l'arrêté du 12 avril 2022 portant approbation de l'instruction ministérielle n°2300 relative à la protection du secret de la défense nationale au sein des ministères de la transition écologique, de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et de la mer.

Le titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces dispositions ainsi qu'à celles découlant de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret de la défense nationale.

Toute violation ou inobservation par le titulaire des mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation ou du contrat, sans préjudice des peines prévues par les dispositions des articles 413-9 à 413-12 du code pénal.

### **Clause de sécurité « contrat de travail type »**

Cette clause est à adapter et à insérer dans chaque contrat de travail des salariés du titulaire ayant reçu l'autorisation de participer au contrat sensible (enquête administrative favorable de la personne morale). S'il participe à plusieurs contrats sensibles, une seule clause suffit.

En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire du contrat de travail s'engage à respecter les mesures qui lui sont prescrites pour assurer, lors de l'exécution du contrat, la protection des informations et supports classifiés qui peuvent être détenus dans le service au profit duquel le contrat est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté. Le titulaire est informé qu'il n'est pas autorisé à connaître d'informations et supports couverts par le secret de la défense nationale.

Le titulaire est tenu de communiquer l'identité, la fonction et une photo d'identité en format .jpeg du personnel admis à travailler dans les locaux. Cette liste devra être tenue à jour, et communiquée au PC sécurité du pôle ministériel.

### **Zones protégées :**

L'article 413-7 du code pénal définit les zones protégées. Une zone protégée consiste en tout local où la libre circulation est interdite et l'accès soumis à autorisation. Les limites sont visibles et ne peuvent être franchies par inadvertance. Des mesures d'interdiction d'accès sont prises par l'autorité responsable.

L'autorisation de pénétrer dans une zone protégée est donnée par l'officier de sécurité du site selon les directives et sous le contrôle de l'autorité ayant décidé de la création de la zone protégée. En vertu des dispositions pénales précitées, toute personne non autorisée s'introduisant dans une zone protégée encourt une peine correctionnelle.

Les agents du contractant amenés à intervenir en zone protégée devront être autorisés par le ministère. Dans l'hypothèse d'une sous-traitance, les sous-traitants sont soumis aux mêmes obligations que le contractant à savoir : enquête administrative en tant que personne morale, et enquête administrative des personnes physiques.

Les personnes en service ayant accès de par leurs fonctions aux zones protégées disposent d'un badge apparent avec photo.

Ils :

- ont satisfait à une enquête administrative ;
- appartiennent à une société ayant au préalable satisfait à une enquête administrative;
- portent un badge apparent avec photo ;
- interviennent en présence des personnels du lieu.

1. Dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du contrat la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être détenus dans le service, au profit duquel le contrat est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté.

2. Le titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense nationale.

3. Le titulaire reconnaît avoir fait signer par tous les personnels, appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations, une déclaration individuelle par laquelle lesdits personnels attestent :

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- qu'ils n'ont pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale

4. Le titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations.

5. Le titulaire s'engage à remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

6. Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée de l'autorité contractante ou exigée d'elle, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

7. Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

### **Clauses au contrat de travail**

Les contrats de travail des personnes exécutant les prestations de ce marché comportent une clause relative à la protection des secrets et informations relatives auxdits locaux, données et personnes.

Lorsqu'un salarié exécutant un contrat de travail ordinaire se trouve soumis aux conditions applicables aux contrats sensibles, un avenant conforme aux présentes dispositions est introduit dans son contrat de travail.

Les parties au contrat de travail peuvent compléter ou adapter la clause mentionnée précédemment selon les spécificités dudit contrat sensible sans jamais lui être contraires.

## **12- Obligation de confidentialité du titulaire**

Le titulaire est tenu au secret professionnel. Il s'engage à ne pas divulguer, ni à utiliser pour d'autres fins que l'exécution du présent marché, les informations qu'il est amené à connaître directement ou indirectement du fait de l'exécution du présent marché.

Le titulaire est tenu aux clauses de confidentialité des articles 5 du CCAG-FCS.

Le titulaire s'engage à restituer, à l'expiration du marché, l'ensemble des éléments remis par la personne publique, y compris les copies qui auraient pu en être faites.

En cas de manquement à cette obligation de la part du titulaire ou de ses sous-traitants ou de ses cotraitants éventuels, le marché peut être résilié pour faute du titulaire selon les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

Pour l'exécution du présent marché, le titulaire est soumis à la réglementation en vigueur sur le traitement de données à caractère personnel, notamment le règlement UE 2016/679 (« règlement général sur la protection des données » – RGPD).

Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance (DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>) qui comprend les dispositions relatives au RGPD.

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données. Le titulaire demeure responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

Le titulaire informe l'acheteur de toute violation de données à caractère personnel, dès qu'il en a connaissance, par courrier électronique à l'adresse :

[crhac2.drh.sg@developpement-durable.gouv.fr](mailto:crhac2.drh.sg@developpement-durable.gouv.fr)

Le titulaire prend toutes les mesures appropriées pour garantir l'intégrité, la confidentialité, la sauvegarde et la disponibilité des données.

Le titulaire s'engage ensuite à notifier la violation le plus rapidement possible au délégué à la protection des données (DPD) de l'acheteur à l'adresse suivante :

**[dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr](mailto:dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr)**

Ces notifications contiennent l'ensemble des informations mentionnées au paragraphe 2 de l'article 33 du RGPD et sont accompagnées de toute documentation utile.

Le titulaire communique à l'acheteur, dès la notification du marché public, le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen.

### **13. Prévention des situations de conflit d'intérêt**

*Les intervenants du titulaire réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.*

*Ils s'engagent à respecter toutes les mesures déontologiques applicables dans le cadre de l'exécution des prestations.*

*Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sous sa responsabilité, à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.*

*Sur simple demande de l'acheteur, le titulaire est tenu de déclarer les liens qui l'unissent au titulaire du marché de restauration collective.*

### **1- Résiliation du marché**

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas ses obligations contractuelles, le marché pourra être résilié à ses torts sans qu'il puisse prétendre à indemnité.

Le marché pourra être résilié dans les cas et selon les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS.

### **15- Assurance**

Le titulaire doit être garanti par une police destinée à couvrir sa responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'exécution du marché. Le titulaire doit pouvoir fournir pendant toute la durée du marché et sur simple demande de l'administration une attestation émanant de sa compagnie d'assurance.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

### **16- Litiges**

Le présent marché est régi par le droit français.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du Code de la commande publique.

Au cas où aucun accord amiable ne pourrait être trouvé entre les parties, le litige éventuel sera soumis au tribunal administratif compétent. L'instance chargée des procédures de recours est le :

Tribunal administratif de Cergy Pontoise  
2-4 boulevard de l'Hautil -  
BP 30322  
95027 Cergy-Pontoise cedex  
Téléphone : 01 30 17 34 00  
<http://cergy-pontoise.tribunal-administratif.fr>

### **17- Dérogation aux documents généraux**

Les articles du présent CCAP cités dans le tableau ci-dessous dérogent aux articles du CCAG/FCS correspondant.

Articles du CCAP	Articles du CCAG/FCS
3	4.1 et 4.2.1
9	14.1.1 et 14.1.3